

**COMMUNE DE SAMOËNS – 74340****Sécurité sur les pistes de ski alpin  
sur le domaine skiable de Samoëns  
(saison 2022-2023)**

**Le Maire de la Commune de Samoëns (Haute-Savoie) ;**

**VU** Le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 (5) L 2212-4, L 2213-4, L 2213-18 et L 2321-2, L 2122-24 et L 2215-1,

**VU** la loi 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ;

**VU** La loi n° 99-291 relative aux polices municipales en date du 15 Avril 1999,

**VU** les articles 121.3 et 223.1 du Code pénal ;

**VU** la loi 91-2 du 03 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules à moteur dans les espaces naturels ;

**VU** la Norme NF S 52-100 et NF52-102,

**VU** la Norme NF S 52-112 relative à l'information sur le risque d'avalanche,

**VU** l'arrêté n°324/2022T portant agrément du responsable de la sécurité et des secours et de son suppléant sur le domaine skiable,

**VU** l'Arrêté n°188/2019 relatif à la pratique du vol libre,

**VU** l'arrêté n° 321/2022T réglementant les espaces réservés aux pratiques du freestyle,

**VU** l'arrêté n° 322/2022T relatif aux espaces luges,

**VU** l'Arrêté n° 320/2022T relatif à l'usage des engins types motoneige autorisées aux restaurants d'altitude pour leur ravitaillement ainsi qu'à l'ESF de Samoëns,

**VU** la délibération n°2022-12-06 en date du 05 décembre 2022 relative aux tarifs des secours sur pistes ;

**VU** l'avis de la Commission Municipale de Sécurité du domaine skiable en date du 6 décembre 2022,

**VU** l'arrêté du Maire n°316/2022T relatif aux mesures de sécurité à appliquer pendant la mise en œuvre du Plan d'Intervention pour le Déclenchement des Avalanches ;

**CONSIDERANT** que le Maire est chargé de la sécurité et de la mise en place des secours sur les pistes de ski ;

**ARRÊTE****ARTICLE 1 : OBJET ET DATES D'APPLICATION**

Le présent arrêté a pour objet de réglementer l'accès et la pratique d'activités de glisse sur les pistes de ski alpin situées sur le domaine skiable de la Commune de Samoëns, telles que définies à l'article 2 suivant.

Date d'application : le présent arrêté est applicable chaque année respectivement sur le domaine skiable de la Commune de Samoëns pendant la période d'ouverture effective des pistes de ski alpin.

Il est spécifié que

- Du 1<sup>er</sup> novembre jusqu'à l'ouverture du domaine skiable, pour les opérations de préparation du domaine skiable, la circulation des engins motorisés sur le domaine skiable par les services d'exploitation de Grand-Massif Domaines Skiables sont autorisés mais l'accès reste interdit à toute autre pratique,
- De l'ouverture du domaine jusqu'à la fermeture du domaine skiable, l'accès est interdit en dehors des heures d'exploitation,

**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

- De la fermeture du domaine skiable jusqu'au 30 avril 2023, pour les opérations de rangement du domaine skiable, la circulation des engins motorisés sur le domaine skiable par les services d'exploitation de Grand-Massif Domaines Skiables sont autorisés mais l'accès reste interdit à toute autre pratique.

**ARTICLE 2 : DEFINITION**

Conformément aux dispositions de la norme Française NF S52-100, une piste de ski alpin est un parcours sur neige réglementé, délimité, balisé, contrôlé et protégé des dangers d'un caractère anormal ou excessif, éventuellement aménagé et préparé, réservé à la pratique du ski et des activités de glisse autorisées.

Les espaces situés en dehors de ces pistes, ne sont ni délimités, ni balisés, ni contrôlés, ni sécurisés.

**ARTICLE 3 : DIFFICULTE DES PISTES**

Les pistes de ski sont classées en quatre catégories, selon leur niveau de difficultés techniques, en fonction de leur tracé topographique (pente, longueur, largeur...) dans des conditions météo-météorologiques normales, en quatre catégories :

- Pistes faciles (piste verte) : balises de couleur verte
- Pistes de difficulté moyenne (piste bleue) : balises de couleur bleue
- Pistes difficiles (piste rouge) : balises de couleur rouge
- Pistes très difficiles (piste noire) : balises de couleur noire

Tout parcours non balisé n'est pas une piste de ski, mais relève du hors-piste et est emprunté sous l'entière responsabilité des pratiquants.

**ARTICLE 4 : ACTIVITES DE GLISSE AUTORISEES**

L'accès aux pistes est interdit aux personnes non chaussées de ski ou d'un équipement de glisse autorisé ou utilisant un appareil ou engin de déplacement sur neige motorisé.

**Sont interdits** notamment :

- Les piétons : la circulation des piétons est interdite sur les pistes de ski et « les retours skieurs » ;
- Les randonneurs à ski ;
- Les raquettes ;
- Les luges et tout autre engin assimilé (de type yooner, paret, snakegliss, airboard...)
- Les animaux (à l'exception des chiens de recherche en avalanche) ;
- Le Fatbike ;
- Aux personnes chaussées de ski ou d'un équipement de glisse autorisé transportant un bébé dans un porte-bébé ;

Toutefois, les engins motorisés destinés à assurer la sécurité des pratiquants, l'entretien des pistes de ski alpin, les secours sur les pistes de ski alpin, l'entretien et le dépannage des remontées mécaniques, peuvent y circuler dans les conditions définies à l'article 12.

Les matériels autorisés, outre le ski et le snowboard sont :

- Monoski et squawl (monoski à pieds en ligne) ;
- Télémarch ;

Les pratiquants de monoski, surf des neiges, devront être équipés de sangles de sécurité assurant l'immobilisation et la solidarisation de leur engin de glisse dès la chute du pratiquant.

Tous les équipements de glisse autorisés doivent rendre solidaires de leurs utilisateurs par un dispositif adapté au niveau de la chaussure.

La circulation à contresens est interdite sur les pistes de ski (ski de fond et randonnée interdits). Un skieur obligé de remonter ou descendre une piste doit circuler obligatoirement sur le bord extérieur. Certains espaces de glisse (stade de slalom, pistes spécifiques type snowpark, jardin d'enfants, stades etc...) peuvent être réservés à des pratiques ou disciplines spécifiques et de ce fait, être interdites aux autres pratiquants. Elles seront délimitées et signalées par un dispositif approprié.

Ces espaces peuvent être placés sous la responsabilité d'autres organismes que le service des pistes : ces mises à disposition feront l'objet d'une convention spécifique entre la commune, autorité organisatrice, l'organisme et l'exploitant.

**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Les entraînements et/ou compétitions dans ces espaces se déroulent sous la responsabilité des entraîneurs et/ou des organismes organisateurs. Ils se devront, avant chaque entraînement ou compétition, de veiller à la mise en sécurité de ces stades vis-à-vis des compétiteurs et des personnes extérieures. L'accès aux stades de slalom est interdit aux personnes ne participant pas aux entraînements et/ou compétitions.

Les entraînements, ainsi que les compétitions sur les pistes de ski ouvertes au public sont interdits (slalom géant, slalom spécial...). Des stades de compétitions permanents ou temporaires et aménagés sont réservés à la pratique de ces disciplines.

Toutefois, des zones fermées pourront occasionnellement recevoir des tracés pour entraînements ou tests.

Certaines pistes peuvent être autorisées ou réservées sous certaines conditions à la pratique de compétition.

Les pistes ou parties de piste pouvant être autorisées sont : « Vérosse », « Marmotte », « Stade Plateau », « Stade Soleil » et « Soleil ».

Dans ce cas, la précision et les modalités d'utilisation de ces pistes devront se faire en concertation avec le chef des pistes ou son adjoint. Ce dernier devra donner son accord en définitive.

Les entraînements et/ou compétitions dans ces espaces se déroulent sous la responsabilité des entraîneurs et/ou des organismes organisateurs. Ils se devront, avant chaque entraînement ou compétition, de veiller à la mise en sécurité de ces stades vis-à-vis des compétiteurs et des personnes extérieures.

De manière dérogatoire, le Maire après avoir consulté le service des pistes peut autoriser de telles activités, sur demande écrite formulée **12 jours ouvrés** avant la tenue de l'événement, à condition qu'un dispositif de sécurité approprié soit mis en place par l'organisateur de ces activités.

Il peut être envisagée l'organisation de manifestations d'animations sur les pistes de ski alpin pendant les périodes d'ouverture à la clientèle. Celles-ci doivent toutefois donner lieu à autorisation préalable expresse de la Commune et de l'exploitant, la demande d'autorisation devant préciser les modalités d'organisation de la manifestation, et plus particulièrement les dispositifs de sécurité mis en place. La demande devra se faire par écrit au secrétariat de Mairie et auprès de l'exploitant Grand-Massif Domaines Skiables.

Selon les modalités de l'organisation, un arrêté par le Maire devra être pris. Le Maire, le cas échéant après avoir consulté la commission de sécurité, peut interdire la tenue d'un événement pour des raisons liées à la sécurité.

Les demandes d'organisation seront accordées par écrit, le silence gardé pendant 15 jours vaut rejet implicite de la demande.

Pour des raisons liées à l'ordre public et à la sécurité publique, le Maire peut faire appel aux autorités de police compétentes et interrompre l'événement.

#### **ARTICLE 5 : ESPACES FREESTYLE et zones spécifiques de glisse**

**5.1** - Indépendamment des pistes de skis, des espaces à caractère ludique comportant des modules spécialement aménagés pour la pratique du freestyle sont mis à disposition des pratiquants. Ces espaces nécessitent de la part des pratiquants une très bonne technique.

**5.2** Indépendamment des pistes de ski et des espaces comportant des modules, des zones de glisse sont mises à disposition des usagers.

Ces zones sont situées :

- « Septisnake » (zone du Plateau)
- « Zizipanpan » (Zone de Dahu)
- « Zouzoupark » (Zone du front de neige du GME)

Les usagers devront se conformer au règlement intérieur de ces zones.

Ces espaces sont réglementés par arrêté municipal n° 321/2022T.

#### **Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**ARTICLE 6 : PRATIQUE DU PARAPENTE, DU SPEED-RIDING ET DU SNOW-KITE**

Par dérogation à l'article 4, réservant l'intégralité des pistes de ski à la pratique des sports de glisse, les disciplines parapente, sont autorisées sur des espaces définis (zone décollage et atterrissage).

La pratique du vol libre est réglementée par arrêté municipal n°188/2019.

**Le speed-riding et snowkite sont strictement interdits sur les pistes de ski alpin.**

**ARTICLE 7 : SKI DE RANDONNEE**

**La pratique du ski de randonnée est interdite sur les pistes de ski, conformément à l'article 4.**

Un parcours de montée en ski de randonnée dénommé « Tétras-Lyre » est spécialement aménagé est mis à disposition des pratiquants.

Il s'agit d'un parcours de montée en ski de randonnée classé AD (Assez Difficile) nécessitant de la part des pratiquants une bonne qualité technique.

Avant leur départ, les pratiquants doivent prendre connaissance des informations suivantes :

- Les horaires d'ouverture et de fermeture des remontées mécaniques desservant ce parcours de montée en ski de randonnée ;
- Les numéros d'appel en cas d'urgence ;
- Les prévisions météo ;
- Le présent arrêté et ses annexes.

Il est interdit d'emprunter ce parcours de montée en ski de randonnée à contresens.

Ce parcours de montée en ski de randonnée n'est pas assimilé à une piste de ski au sens du présent arrêté.

L'accès à ce parcours de montée en ski de randonnée implique l'acceptation totale des règles de sécurité et des consignes d'utilisation placées au départ de ces dernières, ainsi que le respect des horaires d'ouverture des remontées mécaniques.

**ARTICLE 8 : PRATIQUE DE LA LUGE**

La pratique de la luge sur neige est interdite sur les pistes de ski.

Un espace luge exclusivement réservé à cet effet est aménagé et réglementé par arrêté municipal n° 322/2022T situé : à proximité du tapis « tunnel ».

**ARTICLE 9 : OUVERTURE/ FERMETURE**

**9.1** – Le service chargé de la sécurité des pistes assure l'ouverture, le contrôle et la fermeture quotidienne des pistes aux pratiquants.

Les usagers ne sont autorisés à emprunter le parcours d'une piste de ski que si celle-ci a été déclarée ouverte par le service des pistes.

Les usagers des remontées mécaniques ne sont autorisés à emprunter les installations que si celles-ci ont été contrôlées et déclarées ouvertes par le service compétent.

En fin de journée, les sites de glisse sont fermés après le passage des pisteurs secouristes ou de la personne désignée.

Sauf dispositions particulières, le transport des usagers par les remontées mécaniques est interrompu à une heure telle que ces derniers puissent regagner la station avant la nuit.

Le service d'exploitation des remontées mécaniques reste disponible pendant le retour du personnel chargé de la fermeture des sites de glisse afin de remettre éventuellement en marche la remontée mécanique et permettre ainsi une intervention rapide des secours.

Le contrôle des pistes de ski a pour objet de vérifier, avant et pendant l'ouverture aux pratiquants, qu'elles peuvent être ouvertes et maintenues ouvertes, et notamment :

Que les pistes ne présentent pas de danger d'un caractère anormal ou excessif ;

Que les dispositifs de balisage, de signalisation, d'information et de protection sont mis en œuvre ;

Que les secours y sont assurés.

**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Les pistes de ski sont fermées en fin d'exploitation journalière, après vérification par tous moyens appropriés, qu'aucun pratiquant ne s'y trouve blessé ou en difficulté.

En cours d'exploitation les pistes de ski seront fermées au public à partir du moment où leur contrôle montrerait que la sécurité des pratiquants n'y serait plus assurée.

Les pistes de ski peuvent être fermées au public pendant la période d'exploitation, notamment lors de la mise en œuvre du plan d'intervention Préventif des Avalanches, d'opération de damage avec treuil, ou si les conditions météorologiques ou l'état de la neige ne permettent plus d'assurer la sécurité des skieurs.

Tout skieur doit se conformer aux instructions données par le personnel qualifié.

La fermeture est matérialisée par un dispositif adapté.

Après le passage du personnel chargé de la fermeture, les pistes sont considérées comme définitivement fermées.

Dès lors qu'une piste est déclarée fermée, elle n'est plus ni contrôlée, ni protégée, ni surveillée et donc interdite d'accès.

Les établissements bars et/ou restaurants situés sur le domaine skiable doivent informer la clientèle afin que celle-ci quitte l'établissement avant la fermeture des pistes desservant ledit établissement et permettant un retour station aux clients.

**9.2** – L'accès aux pistes de ski sous toute forme que ce soit est interdit à toute personne, à compter de la fermeture des pistes c'est-à-dire après le passage des pisteurs secouristes procédant à la fermeture de ces pistes et jusqu'à l'ouverture de celles-ci, sauf pour le personnel d'entretien et de sécurité.

Les engins d'entretien des pistes travaillant la nuit sur les pistes fermées, et eu égard aux risques représentés notamment par les machines équipées de treuil (câble quasiment invisible notamment de nuit), tout parcours de ces pistes se fait aux risques et périls du contrevenant.

Toute dérogation à ces règles devra faire l'objet d'une demande d'autorisation écrite à Monsieur le maire de Samoëns, 15 jours avant la date de l'événement.

## **ARTICLE 10 : BALISAGE-SIGNALISATION**

**10.1** – En l'absence de délimitations existantes effectives des bords de piste, telles que des forêts, talus bâtiment, barrière, filets..., ceux-ci doivent être matérialisés par des jalons de délimitations reprenant la couleur de la piste.

Sur le côté droit descendant, ils comportent à leur sommet un dispositif de couleur orange.

En outre, des balises au couleur de la piste permettent de repérer le parcours des pistes et comportent les indications suivantes :

- Le nom de la piste ;
- La couleur de la piste ;
- Un repère numéroté de 1 à x.. à partir du bas de la piste.

Les directions des pistes sont indiquées au moyen de panneaux comportant les mentions suivantes :

- Le nom de la piste dont il indique la direction ;
- Une flèche orientée dans la direction à suivre ;
- Le rappel de la catégorie de la piste au moyen d'un code couleur.

**10.2** – Les zones ou les points pouvant présenter des dangers d'un caractère anormal ou excessif, situés sur les pistes, sont équipés des dispositifs de protection appropriés, afin de limiter les conséquences d'un éventuel accident.

**Il est interdit d'utiliser, d'enlever, de déplacer ou de détériorer les dispositifs de balisage, de signalisation et de protection contribuant à la sécurité sur les pistes ou les remontées mécaniques.**

**Tout usager des pistes doit respecter le balisage et la signalisation ainsi que les informations s'y rapportant.**

### **Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**ARTICLE 11 – INFORMATION DES PRATIQUANTS**

**11.1** - L'information des usagers des remontées mécaniques et du domaine skiable, notamment les délibérations sur les frais de secours, arrêtés relatifs à la sécurité sur pistes de ski alpin et des sites de glisse, est assurée par affichage aussi visible que possible aux endroits suivants :

- La Mairie
- Les postes de secours
- Aux entrées du domaine skiable (point de vente)
- Aux remontées mécaniques est présent un plan des pistes desservies par l'appareil avec indication de leur catégorie respective ainsi que des horaires d'ouverture et de fermeture.

**11.2** - Le danger d'avalanches sera signalé dans tous les points stratégiques de la station (caisses, départ de remontées mécaniques, postes de secours) ;

Attention, l'indice du risque peut évoluer au cours de la journée en fonction des conditions nivo-météorologiques. Les pratiquants sont donc invités à se renseigner auprès du service des pistes.

Le niveau de risque sera indiqué comme suit :

- Affichage sur panneaux lumineux et/ou drapeau avalanche
- Affichage du bulletin d'estimation du risque d'avalanche

**ARTICLE 12: UTILISATION DES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR A DES FINS PROFESSIONNELLES**

Conformément à l'article 4, les engins motorisés destinés à assurer la sécurité des pratiquants l'entretien des pistes de ski alpin, les secours sur les pistes de ski alpin, l'entretien et le dépannage des remontées mécaniques, peuvent circuler sur les pistes de ski ouvertes et notamment :

- La préparation l'entretien et le dépannage des installations par le personnel des remontées mécaniques et du service des pistes (damage, neige de culture)
- La sécurisation et l'organisation des secours sur le domaine skiable
- La préparation et l'organisation de courses de ski et de manifestations sportives, uniquement après accord du service des pistes et avec contact radio permanent.

Sont autorisés à circuler en scooter des neiges sur le domaine skiable pendant et en dehors des heures d'ouvertures du domaine skiable au public :

Le personnel de Grand-Massif Domaines Skiabiles

Ils devront porter en évidence une signalisation particulière :

- feux allumés ou gyrophare en fonctionnement (signalisation lumineuse de couleur orange) ;
- avertisseur sonore actif sur pistes ouvertes ;

Tant pour les professionnels des pistes, que pour les restaurateurs, pour des raisons de sécurité des personnes et uniquement pour les missions précisées ci-dessus, la circulation des engins s'effectue exclusivement et obligatoirement sur un itinéraire déterminé en début de saison selon le plan de circulation annexé au présent arrêté.

Pour les restaurateurs (établissements d'altitude) autorisés à circuler par arrêté municipal n° 320/2022T, les engins utilisés pour le ravitaillement doivent s'assurer de laisser l'état de ne pas dégrader la bande skiable et dans la mesure du possible circuler sur les bords des pistes afin de ne pas créer de traces dommageables et ce en dehors des heures d'ouverture des pistes de ski et dans le respect des plans de circulation établis en collaboration avec le Service des Pistes.

Cet engin doit être conforme à la réglementation et aux normes en vigueur.

Les chenillettes sont équipées obligatoirement d'un accessoire arrière de finition.

Le convoyage des clients des établissements d'altitude devra s'effectuer dans le respect de la réglementation en vigueur et sur autorisation dûment obtenue auprès des services compétents.

**ARTICLE 13 : REGLES DE CONDUITE DU SKIEUR**

Les skieurs devront respecter à minima les consignes suivantes, toute personne ne respectant pas ces règles engage sa responsabilité.

**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

- 1) - Respect d'autrui : Les usagers des pistes doivent se comporter de telle manière qu'ils ne puissent mettre en danger autrui ou lui porter préjudice soit par leur comportement soit par leur matériel.
- 2) - Maîtrise de la vitesse et du comportement : Tout usager des pistes doit adapter sa vitesse et son comportement à ses capacités personnelles ainsi qu'aux conditions générales du terrain et du temps, à l'état de la neige et à la densité du trafic.
- 3) - Choix de la direction par celui qui est en amont : Celui qui se trouve en amont à une position qui lui permet de choisir une trajectoire ; il doit donc faire ce choix de façon à préserver la sécurité de toute personne qui est en aval.
- 4) - Dépassement : Le dépassement peut s'effectuer par l'amont ou par l'aval, par la droite ou par la gauche mais il doit toujours se faire de manière assez large pour prévenir les évolutions de celui que l'on dépasse.
- 5) - Au croisement des pistes ou lors d'un départ : Après un arrêt ou à un croisement des pistes tout usager doit, par un examen de l'amont et de l'aval, s'assurer qu'il peut s'engager sans danger pour autrui et pour lui.
- 6) - Stationnement : Tout usager doit éviter de stationner dans les passages étroits ou sans visibilité, en cas de chute, il doit libérer la piste le plus vite possible.
- 7) - Montée et descente à pied : Celui qui est obligé de remonter ou de descendre une piste à pied doit utiliser le bord de la piste en prenant garde que ni lui ni son matériel ne soient un danger pour autrui.
- 8) - Respect de l'information du balisage et de la signalisation : l'utilisateur doit tenir compte des informations sur les conditions météorologiques, sur l'état des pistes et de la neige. Il doit respecter le balisage et la signalisation.
- 9) - Assistance : Toute personne, témoin ou acteur d'un accident doit prêter assistance, notamment en donnant l'alerte. En cas de besoin, et à la demande des secouristes, elle doit se mettre à leur disposition.
- 10) Identification : Toute personne, témoin ou auteur d'un accident, est tenue de faire connaître son identité auprès du service de secours et/ou des tiers.

#### **ARTICLE 14 : ORGANISATION DES SECOURS**

La sécurité et les secours sur les pistes de ski sont assurés par des pisteurs secouristes qualifiés, dotés des matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, notamment des matériels permettant l'alerte aux secours, les premiers soins, le transport et l'évacuation des blessés.

Le responsable en charge de la sécurité et du secours sur les domaines, ainsi que son suppléant sont agréés par l'arrêté du Maire n° 324/2022T.

Les secours sur le territoire skiable de la Commune seront assurés conformément au plan de secours de la station.

Le numéro d'alerte est le 112, 15, 18.

#### **ARTICLE 15 : DEROGATION**

Chaque demande de dérogation au présent arrêté doit être adressée par écrit au Maire. Les dérogations sont accordées par écrit, le silence gardé pendant 15 jours vaut rejet implicite de la demande.

#### **ARTICLE 16 : SANCTIONS**

Les contraventions au présent arrêté feront l'objet de procès-verbaux dressées par les officiers et agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints en application des dispositions de l'article R610-5 du Code pénal. La Commune décline toute responsabilité en cas de non-respect de la réglementation susmentionnée aux articles précédents.

#### **Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**ARTICLE 17 : EXECUTION**

Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de Taninges-Samoëns, Monsieur le Chef de centre de Samoëns - SDIS, Monsieur le Commandant du PGHM, Monsieur le Directeur Général de Grand-massif Domaines Skiables (GMDS), Madame la Directrice du domaine skiable GMDS, Monsieur le Chef de la sécurité des Pistes du domaine skiable et son adjoint, Monsieur le Chef d'Exploitation du domaine skiable GMDS, la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux emplacements habituels, ainsi qu'en tous les lieux appropriés.

**ARTICLE 18 : AMPLIATION**

Conformément à l'article L2131-1 du code général des collectivités territoriales, ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Bonneville
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Taninges/Samoëns
- Monsieur le Chef de centre de Samoëns - SDIS
- Monsieur le Directeur Général de Grand-massif Domaines Skiables (GMDS)
- Madame la Directrice du domaine skiable GMDS
- Monsieur le Chef de la sécurité des Pistes du domaine skiable et son adjoint
- Monsieur le Chef d'Exploitation du domaine skiable GMDS
- La Police Municipale
- L'Office du Tourisme
- Messieurs les Directeurs des Écoles de skis
- Monsieur le Président du Ski Club de Samoëns

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

074-217402585-20221212-AR319-2022-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2022

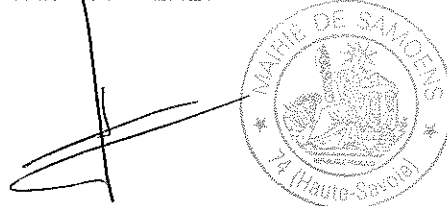
Affichage : 15/11/2022

Pour l'autorité compétente par délégation

Fait à SAMOENS, le 12 décembre 2022.

Le Maire,

Jean-Charles MOGENET

**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).